

Marx, un spectre qui hante le capitalisme : la crise de la marchandisation du monde

Jean-Marie Harribey

**Dans Jean-Marie Harribey et Matthieu Montalban (dir.),
Pouvoir et crise du capital, Marx, penseur du XXI^e siècle,
Lormont, Le Bord de l'eau, 2012, p. 105-123**

Un spectre hante le monde. Ce n'est pas vraiment le communisme¹. Mais c'est au moins le spectre de Marx. Plus précisément, il hante le monde de la finance, c'est-à-dire l'expression la plus exacerbée des intérêts du capital en ce début de XXI^e siècle. On pourrait dresser une liste impressionnante de publications inféodées à ces intérêts qui, régulièrement, font appel au Marx critique du capitalisme pour comprendre les soubresauts de leur propre système. Du *Financial Times* au *Wall Street Journal*, en passant par *The Economist*, *Business Week*, *Le Daily Telegraph*, *Le Point*, *Le Monde*, etc., les éditorialistes, contraints de constater l'échec du capitalisme et de la loi du marché à assurer équilibre, stabilité, prospérité et équité, reconnaissent que ce Marx, honni entre tous, avait été assez perspicace. Et, nombre d'essayistes, rangés du bon côté de la lutte des classes, ont compris que Marx pouvait être une bonne affaire de librairie.

Oh, certes, le temps n'est pas encore venu où la théorie de Marx retrouvera droit de cité dans l'enseignement de l'économie et des sciences sociales, du moins dans les lieux où s'élabore et se transmet le savoir universitaire. Ainsi, croyant épouser l'air de son temps, le préfacer d'une récente édition grand public des *Manuscrits de 1844*, du *Manifeste du parti communiste* et du *Livre I* du *Capital* écrit-il : « Le fait est que leur pertinence [celle des thèses de Marx] pour rendre compte des réalités économiques actuelles et des processus contemporains est devenue sujette à caution. En effet, bien des points essentiels des analyses économiques de Marx se sont trouvés démentis par les faits : la "baisse tendancielle du taux de profit" ne s'est pas vue confirmée, pas plus que la "paupérisation croissante" du prolétariat qu'il avait annoncée. En fin de compte, le capitalisme a tellement changé que la plupart des économistes n'ont plus recours aux analyses de Marx.² »

Or, la crise majeure que traverse le capitalisme aujourd'hui mondialisé nous donne l'occasion de procéder à une vérification *in situ* de la pertinence de l'analyse de Marx, car cette crise est un véritable cas d'école. Mais, au-delà des aspects économiques et financiers du capitalisme, le Marx critique de l'aliénation se révèle d'une grande actualité au fur et à mesure que la marchandisation est poussée jusqu'à envahir toutes les sphères de la vie et jusqu'à risquer de compromettre les conditions de la vie elle-même sur la planète Terre.

1. Lire et relire Marx pour comprendre la crise capitaliste

La baisse tendancielle du taux de profit et la paupérisation du prolétariat sont, parmi tant d'autres, les deux points aux ânes les plus couramment objectés à la théorie économique de Marx. Pourtant, d'une crise à l'autre, celle des années 1970 et celle de 2007-2008, ces deux faits sont avérés.

Vingt-cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'accumulation et la croissance économique en Europe, au Japon et aux États-Unis se sont ralenties parce que le

¹ Allusion à la première phrase du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, 1848.

² Droit R.-P., « Marx le révolutionnaire », Paris, *Le Monde* de la Philosophie, Flammarion, 2008, p. XXI.

progrès technique nécessitait de la part des entreprises capitalistes qui voulaient se hisser au niveau mondial des investissements dont la progression dépassait celle de la productivité du travail. Aussi, dès le milieu des années 1960, le taux de profit a amorcé une descente aux enfers, confirmant parfaitement l'analyse du *Livre III* du *Capital*. Et le capitalisme n'est sorti de cette crise de suraccumulation qu'en donnant un tour féroce à la lutte des classes pour distordre le partage de la valeur ajoutée en faveur des propriétaires du capital. Ce sont le Fonds monétaire international et l'Union européenne eux-mêmes qui établissent, après avoir longtemps nié le phénomène, qu'une baisse de la part salariale de 8 à 10 points de pourcentage de PIB s'est produite dans tous les pays capitalistes développés du début des années 1980 au milieu des années 2000.³ Le cas de la France est conforme à cette tendance générale : la baisse de la part salariale intervient entre 1983 et 1989 et représente 9 points de pourcentage par rapport au niveau de 1982 et 5 points par rapport à 1972.⁴ De quoi s'agit-il sinon de l'élévation du taux d'exploitation de la force de travail, c'est-à-dire du taux de plus-value ou encore de la *paupérisation* du salariat, relativement au capital ?⁵ Là encore, le propos de Marx est confirmé : le capital est un rapport social, c'est-à-dire c'est la mise en œuvre d'un processus de valorisation permanente grâce à l'exploitation de la force de travail.

La crise financière qui a éclaté aux États-Unis en 2007 à partir des crédits hypothécaires *subprimes* entre-t-elle à son tour dans le cadre des catégories de Marx ? Non, dira-t-on, si l'on s'en tient à une description des mécanismes financiers dont la sophistication n'a d'égale que leur capacité à engendrer des catastrophes foudroyantes parce que des techniques comme la titrisation, ou des structures telles que les marchés de produits dérivés ont engendré les seuls effets qu'on pouvait en attendre : une spéculation sans bornes et, au final, l'effondrement boursier. Mais la réponse est tout autre si l'on relie la financiarisation à l'instauration d'un nouvel ordre social, c'est-à-dire à la destruction d'un type de rapport salarial entouré d'un droit du travail et d'une protection sociale et à son remplacement par un autre type de rapport fait de précarité et de flexibilité. Le délabrement de la condition salariale dans le dernier quart du *XX^e* siècle et le début du *XXI^e* a été le terreau de l'enrichissement faramineux des classes possédantes. Dans une spirale qui semblait ne pas avoir de fin, celui-ci a permis l'expansion d'un mode d'accumulation financière qui croyait pouvoir planer perpétuellement dans un monde virtuel, en vertu d'on ne sait quel miracle autoréférentiel s'affranchissant de tout contact avec la réalité. Hélas, pour les heureux capitalistes et leurs mandataires banquiers et financiers, ce modèle a explosé parce que la finance ne pouvait vivre continuellement hors-sol, l'exploitation de la force de travail ayant une limite.

Le fétichisme de la finance est ainsi mis au grand jour dans les termes mêmes où Marx les avait prononcés en parlant du capital fictif :

« L'absurdité de la mentalité capitaliste atteint ici au comble : au lieu d'expliquer la valorisation du capital par l'exploitation de la force de travail, on explique au contraire la productivité de la force de travail en attribuant à celle-ci cette qualité mystique d'un capital productif d'intérêt. [...] Constituer du capital fictif s'appelle capitaliser. On capitalise toute recette périodique, en la calculant, selon le taux d'intérêt moyen, comme un revenu que rapporterait un capital prêté à ce taux. Par exemple, si le revenu annuel est de 100 £ et le taux d'intérêt est de 5%, les 100 £ représenteraient l'intérêt annuel de 2000 £ et ces 2000 £ sont considérées comme la valeur-capital du titre de propriété sur ces 100 £ annuelles. Pour l'acheteur de ce titre, le revenu annuel de 100 £ représente effectivement l'intérêt de son

³ FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, Rapport avril 2007, p. 184 ; Commission européenne, *Employment in Europe*, Report 2007, chapitre 5, « The Labour Income Share in European Union », p. 4.

⁴ Insee, Rapport de Jean-Philippe Cotis, « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France », 2009, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/rapport_partage_VA.pdf.

⁵ Voir Husson M., « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Imprecor*, n° 534-535, janvier-février 2008, <http://hussonet.free.fr/parvainp.pdf> ; *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page Deux, 2008.

capital placé à 5 %. Toute relation avec le véritable processus de valorisation du capital a ainsi disparu et l'idée d'un capital qui fructifie automatiquement s'en trouve renforcée. [...] Le mouvement autonome de la valeur de ces titres de propriété, effets publics aussi bien qu'actions, accrédite l'illusion qu'ils constituent un capital réel à côté du capital ou du droit qu'ils ne font que consigner. En effet, ils se changent en marchandises dont le prix obéit à un mouvement et à des lois qui lui sont spécifiques. Leur valeur marchande est déterminée autrement que leur valeur nominale sans qu'il y ait changement dans la valeur du capital réel (dont cependant la valorisation peut se modifier). D'une part, leur valeur marchande varie avec le montant et la sécurité des revenus auxquels ils donnent droit. D'autre part, la valeur marchande de ces papiers est souvent affaire de spéculation, puisqu'elle est déterminée non seulement par le bénéfice réel de l'entreprise, mais par le bénéfice escompté, que l'on calcule par anticipation. Mais en supposant que le capital s'accroisse de manière constante [...], le prix de ces titres montera ou baissera en raison inverse du taux d'intérêt. Leur valeur est toujours du simple revenu capitalisé, c'est-à-dire du revenu calculé au taux d'intérêt existant sur la base d'un capital illusoire.⁶ »

En bref, la finance capitaliste ne peut s'exonérer de la loi de la valeur que Marx a énoncée : seul le travail crée de la valeur, et le profit monétaire – tiré de la réalisation sur le marché de la plus-value provenant du surtravail – est réparti parmi la classe capitaliste au prorata du capital engagé. Tout le reste n'est qu'illusion, notamment la prétendue autonomie de la finance par rapport à la sphère productive ou encore l'existence de deux capitalismes, l'un industriel vertueux, l'autre financier parasitaire et vorace. En effet, cette opposition est fautive. Parce que la dégradation des rapports sociaux dans l'économie productive dite réelle a nourri la financiarisation pendant trente ans : moins de salaires et de protection sociale, c'était plus de profit pour les actionnaires. Et parce que la sphère financière est un élément nécessaire à la circulation du capital qui met les travailleurs en concurrence, et qu'en retour la valorisation financière ne peut se réaliser sans la sphère productive. La financiarisation du capitalisme n'a fait qu'exacerber la contradiction entre le passage obligé par le circuit *capital argent-capital productif-capital argent supérieur (A-P-A')* et la tentation permanente mais illusoire d'éviter celui-ci pour aller directement au but *A-A'*.

À l'époque de Marx, les salariés n'avaient pas encore conquis le droit à la retraite. Avec un aplomb inimitable, les porte-parole des compagnies d'assurance et des fonds de pension exercent une pression énorme pour que les gouvernements substituent des systèmes de retraites par capitalisation aux systèmes par répartition, au motif suivant : « Le passage complet à un régime financé par capitalisation résout, en principe, toutes les questions de motivation et la plupart des questions de répartition. Il résout aussi celles relatives à l'épargne, à l'équité entre les générations et à la formation de marchés de capitaux, auxquelles la réforme axée sur le financement par répartition ne peut répondre.⁷ » La déconfiture totale des fonds de pension ayant englouti l'épargne de leurs souscripteurs dans la frénésie financière de ces dernières années est la réponse criante à la stérilité intrinsèque du capital hors de sa mise en œuvre par la force de travail. En même temps, elle est révélatrice de l'imaginaire bourgeois fantasmant sur l'impossible émancipation du capital par rapport au travail.

Si on abandonnait toute théorie de la valeur fondée sur le travail, on ne pourrait voir dans les excès de la finance qu'un phénomène uniquement autoréférentiel qui s'entreferait de lui-même sans aucun lien avec ce qui se déroule dans la production. Cette croyance

⁶ Marx K., *Le Capital*, Livre III, 1894, Paris, Éditions sociales, tome II, 1968, p. 128-131. Il ne restera plus à Keynes qu'à dire que la liquidité ne peut être vraie simultanément pour tous les porteurs d'action ; pour un hommage parodique du second au premier, voir Jean-Marie Harribey, « Correspondance inédite entre Keynes et Marx », *Libération*, 19 novembre 2008, reproduit dans *Raconte-moi la crise*, Lomont, Éd. du Bord de l'eau, 2009.

⁷ Holzmann R., « L'approche de la Banque mondiale quant à la réforme des pensions », *Revue internationale de sécurité sociale*, janvier-mars 2000, vol. 53, n° 1, p. 23.

empêcherait de voir la crise globale actuelle comme une crise de l'ordre social imposé par le capital dont la suraccumulation est une tendance revenant régulièrement. Cette croyance conduisait naguère Michel Aglietta, au sujet des retraites, à croire que la finance était capable de transférer dans le temps des richesses réelles.⁸ La finance est seulement capable de transférer dans le temps la *propriété* des richesses. Encore faut-il que celles-ci soient produites.

Le danger de l'illusion de l'autonomie de la finance est de penser que ce sont les croyances qui vont façonner les fondamentaux, alors que la détermination des croyances elles-mêmes est renvoyée dans un monde éthéré. Ce monde est un monde enchanté parce que le capital y aurait la capacité de « se » valoriser tout seul. Le fait que le taux de rendement du capital, ou rentabilité financière, soit devenu une exigence *a priori* a pour conséquence de faire s'aligner la rentabilité économique sur la première, comme une sorte d'« obligation de résultat⁹ » qui s'exprime vis-à-vis de l'entreprise qui n'a plus d'autre choix que de se retourner contre ses salariés. Le risque est donc assumé finalement par ces derniers. La « déconnexion entre les niveaux de risque et rendement¹⁰ » pour les détenteurs de capitaux est indéniable, mais elle ne doit pas à notre sens être assimilée à une déconnexion entre l'obtention de valeur pour eux et l'activité productive. Ce qui « s'évanouit » ou « part en fumée », selon les expressions consacrées, lorsqu'une bulle éclate, ce n'est pas de la richesse « massivement créée par le marché¹¹ », ni même de la valeur, qui disparaît, c'est le grossissement précédent du capital fictif. Et on peut avancer l'hypothèse que, au-delà des apparences ou des phénomènes purement mimétiques, la crise de l'accumulation financière ne soit que l'expression exacerbée de la difficulté à produire et à réaliser de la valeur. Dit encore autrement, il n'y a pas, sur le plan macroéconomique et à long terme, de plus-value financière sans plus-value réelle.

Sans théorie de la valeur, y a-t-il encore une théorie de l'exploitation possible ? Frédéric Lordon est allé au bout de cette logique qui est à notre avis une impasse : à la plus-value, il a substitué l'« exploitation passionnelle¹² ». Dès lors, la classe prolétaire se dilue dans les « mécontents », et, puisque le travail n'est plus au fondement de la création de valeur, c'est « le désir qui, investissant les objets, les constitue en valeur ». Or l'erreur de cette approche est de ne pas voir les deux réalités dont la rencontre va valider leur reconnaissance simultanée : d'un côté, le désir pousse les individus à *vouloir la valeur*, de l'autre, *la formation de la valeur reflète les conditions socio-techniques de production de l'objet du*

⁸ « La population à forte épargne des pays développés et vieillissants subirait une baisse de rentabilité de sa richesse financière si elle devait investir exclusivement dans des droits de propriété sur le capital interne. Cependant, l'intégration mondiale des marchés de capitaux lui permet d'investir dans les droits de propriété sur le capital productif des zones où la population active est en forte croissance. [...] Les épargnants des zones riches seront donc mieux rémunérés qu'ils ne le seraient en autarcie. » (Aglietta M., Château J., Fayolle J., Le Cacheux J., Touze V., Julliard M., « L'avenir de nos retraites face à la globalisation financière : une exploration du modèle INGENUE », *La Lettre du CPII*, n° 200, avril 2001, in *Problèmes économiques*, n° 2722, 18 juillet 2001), <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/3-hs.pdf>

⁹ Baudru D., Morin F., « Gestion institutionnelle et crise financière, Une gestion spéculative du risque », dans Conseil d'analyse économique, *Architecture financière internationale*, Rapport n° 18, 1999, p. 151-169, ici p. 159.

¹⁰ Baudru D., Morin F., *op. cit.*, p. 159.

¹¹ Orléan A., *L'empire de la valeur, Refonder l'économie*, Paris, Seuil, p. 302. Pour un commentaire, voir Harribey J.-M., « La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol », *Revue de la régulation*, n° 10, 2^e semestre 2011, <http://regulation.revues.org/index9483.html>.

¹² Lordon F., *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza*, 2010, Paris, La Fabrique. Pour un commentaire, voir Harribey J.-M., « Marx et Spinoza, le mariage de l'année ? », *Revue de la régulation*, n° 9, 1^{er} semestre 2011, <http://regulation.revues.org/index9110.html>.

désir. C'est ainsi qu'on ne peut se contenter d'une vision de la crise comme le simple résultat de la démesure humaine.¹³

2. Au-delà de l'exploitation, l'aliénation

Qu'en est-il du projet de désaliénation du travail, condition nécessaire de l'émancipation humaine ? On le sait, Marx entreprend la *critique de l'économie politique* à partir du point où les économistes classiques anglais, Smith et Ricardo, avait laissé la théorie de la valeur. L'idée maîtresse qui parcourt alors toute l'entreprise théorique de Marx sur la valeur est de faire de celle-ci non pas avant tout une explication des prix – encore qu'elle surpasse sur ce point toutes ses rivales – mais une théorie critique de l'aliénation, entendue largement, c'est-à-dire incluant mais dépassant l'exploitation économique. La production capitaliste n'est pas seulement l'occasion de voler au travailleur une partie du fruit de son travail, mais c'est celle de lui voler sa capacité à être maître de son temps, de sa vie, et donc d'inféoder ceux-ci à la rentabilité du capital, cette subsumption prenant notamment la forme de l'assujettissement à la machine. Mais cette réification, pour les besoins mêmes du capital, ne peut être totale : l'homme ne peut être réduit entièrement à l'état de machine ni à celui d'appendice de celle-ci. Nous sommes ici au cœur d'une contradiction fondamentale du système que l'unité profonde de la pensée de Marx met en évidence. L'économie politique n'avait pas su tirer toutes les conséquences sociales de ses intuitions, mais Marx, prenant appui sur la philosophie allemande de Hegel et Feuerbach, a inauguré une critique de l'aliénation du travail et cela des *Manuscrits de 1844* jusqu'au *Capital*. Le fétichisme de la marchandise signifie que les rapports entre les choses dissimulent les rapports entre les hommes et entre les classes sociales. La valeur ne résulte pas du travail à la manière dont le pensaient les classiques parce qu'elle n'est pas une propriété immanente, intrinsèque de l'objet, bien que celui-ci soit le produit du travail, pas plus qu'elle ne résulte de l'utilité comme le croient les néo-classiques. La valeur résulte, disait Marx, d'un travail social rendu abstrait par des conditions socio-historiques particulières : la marchandise n'existe que dans certains rapports sociaux. Briser le règne de la marchandise et briser les rapports sociaux capitalistes ne sont alors qu'une même chose pour abolir le salariat, et par là-même faire reculer l'aliénation.

Parmi les réticences de nombreux penseurs actuels adoptant une posture critique à l'égard du capitalisme mais qui entendent prendre des distances avec Marx, on trouve deux paradoxes. Une théorie pensée pour être une théorie des rapports sociaux dans leur dynamique évolutive fait l'objet de critiques, d'une part, au nom de l'anti-économisme et, d'autre part, du fait de la subsumption croissante de tous les aspects et de tous les instants de la vie humaine par le capital, bien au-delà de la sphère et du temps de travail au sens strict.¹⁴

Sur le premier aspect, la thèse marxienne selon laquelle les conditions de la transformation sociale sont réunies lorsque s'exacerbe la contradiction entre forces

¹³ Voir Harribey J.-M., « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, février 2007, p. 142-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-besset.pdf>; « Du côté de la décroissance : questions encore non résolues, Décroissance ou Neuvième Symphonie ? », *Cahiers marxistes*, n° 238, octobre-novembre 2008, p. 175-195, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-cheynet-latouche.pdf>.

¹⁴ Voir Harribey J.-M., « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », in Sainsaulieu I. (sous la direction de), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2008, p. 101-116, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/economisme.pdf>; « Travail, valeur et monnaie : dépoussiérage des catégories marxiennes appliquées à la sphère non marchande », *L'Homme et la société*, « L'économie hétérodoxe en crise et en critique » (coordonné par Pouch T. et Sobel R.), n° 170-171, septembre-décembre 2008, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 127-150, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/depoussiérage-marx.pdf>.

productives et rapports sociaux, ne peut raisonnablement pas être contestée au motif que cette thèse pêcherait par économisme. Et cela pour deux raisons. D'une part, parce que cette dialectique intègre au cœur même de l'explication les rapports entre les classes. D'autre part, parce que l'issue de l'éclatement de la contradiction entre forces productives et rapports sociaux dépend des représentations collectives et de la pratique politique des classes en présence. Il est assez étonnant que la thèse la plus dialectique peut-être de Marx, la moins déterministe, la moins économiciste soit retournée contre son auteur : « Sans doute l'arme de la critique ne peut-elle remplacer la critique des armes, la puissance matérielle ne peut-être abattue que par la puissance matérielle, mais la théorie aussi, dès qu'elle s'empare des masses, devient une puissance matérielle.¹⁵ » Cornelius Castoriadis¹⁶ a pensé trouver la faille chez un Marx objectiviste et matérialiste, mais la position d'un Maurice Godelier semble plus mesurée et plus dialectique : « La distinction entre infrastructures et superstructures n'est ni une distinction de niveaux ou d'instances, ni une distinction entre des institutions, bien qu'elle puisse se présenter ainsi dans certains cas. Elle est, dans son principe, une distinction de fonctions. La notion de causalité en dernière instance, de primat des infrastructures, renvoie à l'existence d'une hiérarchie de fonctions et non à une hiérarchie d'institutions. Une société n'a pas de haut ni de bas et n'est pas un système de niveaux superposés. C'est un système de rapports entre les hommes, rapports hiérarchisés selon la nature de leurs fonctions, fonctions qui déterminent le poids respectif de chacune de leurs activités sur la reproduction de la société.¹⁷ »

Certains voient dans la capacité du capitalisme à s'appropriier toute la connaissance humaine la possibilité de repousser encore la barrière de l'accumulation, en happant à son profit tous les moments de la vie des individus, dans le travail et hors du travail. Mais cette tentative de soumettre, subsumer et aliéner toujours davantage l'être humain, et, avec lui, toutes les ressources naturelles, est proprement insoutenable. André Gorz le disait ainsi : « le capitalisme dit cognitif est la crise du capitalisme » ou encore : « le "capitalisme cognitif" est la crise du capitalisme tout court¹⁸ ». Mais cette crise ne conduit pas à la disparition de la *loi de la valeur*, comme le soutiennent les théoriciens du capitalisme cognitif.¹⁹ Seule la *valeur* tend à diminuer au fur et à mesure des gains de productivité, voire à être réduite à néant, soulevant une nouvelle contradiction que Marx avait anticipée dans les *Grundrisse* :

« Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur *puissance efficace* – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production. [...] Dans cette mutation ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l'individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. [...]

¹⁵ Marx K., *Critique du droit politique hégélien*, [1844, *Annales franco-allemandes*], Éditions sociales, Paris, 1975, p. 205.

¹⁶ Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975. Pour un commentaire critique, voir Harribey J.-M., « La lutte des classes hors sol ? À propos du prétendu économisme de Marx », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1^{er} trimestre 2009, p. 123-133, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/castoriadis-debat.pdf>.

¹⁷ Godelier M., *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard, 1984, p. 171.

¹⁸ Gorz A., *L'immatériel, connaissance, valeur et capital*, Galilée, Paris, p 55 et 47.

¹⁹ Harribey J.-M., « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, septembre 2004, p. 151-180.

Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage.²⁰ »

Ainsi, le développement des forces productives nous rapproche de la gratuité tandis que les rapports sociaux imposés par le capitalisme s'opposent au dépassement du statut de la marchandise. En d'autres termes, du fait de l'amélioration de la productivité du travail, le capitalisme a de moins en moins besoin de travail pour produire de la richesse (de la valeur d'usage) mais ne peut s'en passer pour produire de la valeur.

Loin de rendre obsolètes les catégories de Marx, l'évolution du capitalisme contemporain les rend plus éclairantes que jamais, puisque ce qui est nommé d'un euphémisme, la « financiarisation », n'est que la forme aboutie de la logique pure du capitalisme qui « se rapproche de son concept » (Hegel) ou de son « idéal-type » (Weber), c'est-à-dire du modèle le plus abstrait analysé par Marx dans *Le Capital*. C'est en période de crise que l'on voit que la valeur d'usage de Marx est intacte.

Le capitalisme, dans sa phase néolibérale, n'est en définitive pas seulement confronté à son problème classique, celui de faire produire de la valeur par la force de travail et de la réaliser en profit sur le marché. Par sa volonté même de marchandiser toute ressource et toute forme de vie sur la terre, il se heurte à une nouvelle frontière. Il ne lui sera pas possible de la repousser au-delà de ce que la biosphère permet. C'est pourquoi le cadre de l'analyse critique du capitalisme contemporain et de l'alternative à lui opposer doit intégrer la dimension écologique de la lutte pour l'émancipation humaine : puisque la croissance économique matérielle infinie est impossible, il est impératif de repenser les finalités et les modalités du développement humain, un impératif qui n'apparaissait pas comme tel au siècle où écrivait Marx²¹, mais qui, aujourd'hui, constitue l'utopie concrète capable d'ouvrir sur le devenir de l'homme et du monde. En somme, une manière de donner une réalité au *Principe espérance* théorisé par Ernst Bloch.²²

3. La crise écologique jumelle de la crise capitaliste

La crise systémique actuelle porte à un point encore plus élevé les contradictions qu'avait déjà repérées André Gorz lors de la crise précédente de la fin des années 1960 et du début des années 1970 : « Nous avons affaire à une crise classique de suraccumulation compliquée par une crise de reproduction due, en dernière analyse, à la raréfaction des ressources naturelles.²³ » Il s'agit donc d'une crise de la production et de la réalisation de plus-value pour le capital, dont les conséquences dramatiques vont au-delà de ce à quoi le

²⁰ Marx K., *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, Paris, Éditions sociales, 1980, tome II, p. 192-193.

²¹ Altwater, E. *Die Zukunft des Marktes. Ein Essay über die Regulation von Geld und Natur nach dem Scheitern des "real existierenden Sozialismus"*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 1992 ; O'Connor J., « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », *Actuel Marx*, n° 12, Deuxième semestre 1992, p. 30-40 ; Benton T., « Marxisme et limites naturelles », *Actuel Marx*, n° 12, Deuxième semestre 1992, p. 59-95 ; (ed.) *The greening of Marxism*, Guilford Press, 1996 ; Harribey J.-M., *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Burkett P., *Marx and Nature : A Red and Green Perspective*, London, Palgrave Macmillan, 1999 ; *Marxism and Ecological Economics, Toward a Red and Green Political Economy*, Boston, Brill, 2006 ; Bidet J., *Théorie générale*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 1999 ; ATTAC (sous la dir. de Harribey J.-M.), *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/livre-developpement.pdf> ; Kovel J., *The Enemy of Nature: The End of Capitalism or the End of the World ?*, Zed Books, 2007 ; Tanuro D., *L'impossible capitalisme vert*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2010 ; Foster J.B., *Marx écologiste*, Paris, Éd. Amsterdam, 2011 ; Löwy M., *Écosocialisme, L'alternative radicale à la catastrophe écologique planétaire*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

²² Bloch E., *Das Prinzip Hoffnung*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1970.

²³ Gorz A., *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, 1978, p. 29-35.

capitalisme nous avait habitués puisque les conditions de survie de l'humanité sont aujourd'hui en cause. Pour tenter de sortir de cette impasse, le capitalisme cherche à « valoriser » le vivant et la nature, entendons « valoriser le capital utilisant le vivant et la nature ».

Toute l'histoire du capitalisme est marquée par une lutte pour l'élargissement des droits de propriété privée ou, au contraire, pour la préservation d'un espace commun. Dès la fin du Moyen Âge, en Angleterre, l'enclosure des pâturages et l'appropriation des forêts suscitent des mouvements populaires contre le roi et la noblesse terrienne. Les lois sur les enclosures au XVIII^e siècle et les lois sur le vol de bois dans la Prusse du XIX^e ont rendu possible la privation des pauvres de leurs droits coutumiers.²⁴ Aujourd'hui, avec l'avènement d'une économie de la connaissance, sur fond de raréfaction de beaucoup de ressources naturelles, s'exprime la volonté des firmes multinationales de repousser encore plus loin la « frontière » de l'espace de valorisation du capital. De nouveaux enjeux se configurent donc, notamment autour des logiciels, des supports de la connaissance et de la connaissance elle-même²⁵, ainsi qu'autour de la valorisation de la nature sous couvert de soutenabilité écologique.

Dans toutes les instances internationales s'est développé un discours sur la « valeur de la nature », par exemple lors de la Conférence des parties sur la biodiversité qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010. Et, dans le rapport de l'Union européenne de 2008 dirigé par Pavan Sukhdev, la notion clé est également celle de la « valeur des services rendus par les écosystèmes »²⁶. La préface de ce rapport débute ainsi : « Tout ce qui est très utile (l'eau, par exemple) n'a pas nécessairement une valeur élevée et tout ce qui a beaucoup de valeur (par exemple, un diamant) n'est pas forcément très utile. Cet exemple illustre non pas un mais deux importants défis d'apprentissage auxquels la société est aujourd'hui confrontée. Tout d'abord, nous en sommes encore à apprendre la "nature de la valeur", à mesure que nous élargissons notre concept de "capital" pour englober le capital humain, le capital social et le capital naturel. En reconnaissant l'existence de ces autres formes de "capital" et en cherchant à les accroître ou les préserver, nous nous rapprochons de la durabilité. Par ailleurs, nous nous efforçons toujours de découvrir la "valeur de la nature". La nature est une source de valeur importante au quotidien mais il n'en demeure pas moins qu'elle n'apparaît guère sur les marchés, échappe à la tarification et représente un défi pour ce qui est de l'évaluation. Nous sommes en train de nous apercevoir que cette absence d'évaluation constitue une cause sous-jacente de la dégradation observée des écosystèmes et de la perte de biodiversité.²⁷ »

Cette démarche croit possible d'ajouter des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Ce parti pris conceptuel a une portée catastrophique : si tout peut être *économiquement évalué*, alors tout peut être considéré comme du capital. Ainsi, les économistes libéraux néoclassiques considèrent que le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel sont additionnables puisqu'ils relèvent d'une procédure de calcul analogue.

²⁴ Bensaïd D., *Les dépossédés, Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Paris, La Fabrique, 2007.

²⁵ Le Crosnier H., « Une bonne nouvelle pour la théorie des biens communs », 2010, <http://vecam.org/article1122.html> ; Harribey J.-M., « Le bien commun est une construction sociale, Apports et limites d'Elinor Ostrom », *L'Économie politique*, n° 49, janvier 2011, p. 98-112, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/biens-collectifs.pdf>.

²⁶ Cette notion fut inaugurée par une étude de Costanza R. (et al.), « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1977, p. 253-260. Elle est répliquée inlassablement depuis ce moment.

²⁷ Union européenne (sous la dir. de Sukhdev P.), « L'économie des écosystèmes et de la biodiversité », 2008, http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb_report_fr.pdf, p. 4. Le fameux paradoxe de l'eau et du diamant, posé par Adam Smith, avait été autrement résolu par lui : à son époque, il n'y avait que très peu de travail à accomplir pour obtenir de l'eau, au contraire du diamant.

On voit le tour de passe-passe qui se déroule en plusieurs phases. *Primo*, on décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie est, dit-on, capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. *Deuzio*, on assimile une mesure (contestable) de la valeur d'un stock au flux de « services rendus par les écosystèmes ». *Tertio*, on affirme que, puisqu'on connaît désormais la « valeur des services rendus par les écosystèmes », on peut mieux les protéger puisqu'on mesure la « valeur de la nature ». La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi avait utilisé la même rhétorique pour avaliser le nouvel indicateur phare de la Banque mondiale, l'épargne nette ajustée, et accrédi-ter l'idée qu'on disposait ainsi d'une nouvelle mesure du progrès et du bien-être, plus élaborée que le fruste PIB.²⁸

Cette approche conduit tout droit aux politiques de marchandisation de la nature et elle enlève une grande partie de leur pertinence aux critiques qui ne rompent pas radicalement avec la croyance que l'on peut rendre commensurables des choses qui appartiennent à des registres différents. On est donc renvoyé à un stade de pensée pré-aristotélicien. Il s'ensuit que l'impact des dégâts occasionnés aux écosystèmes ou bien celui du changement climatique ne peuvent être estimés à l'aune du calcul économique traditionnel dont la procédure usuelle de l'actualisation est irrémédiablement cantonnée à un horizon étroit et probabilisable.

Les biens naturels, la nature elle-même, pas plus que le lait maternel ou la lumière solaire, n'ont de valeur économique intrinsèque. Cette notion a été inventée au milieu du XX^e siècle par les économistes néoclassiques quand ils ont soudain fait mine de se soucier d'environnement. Or la « valeur » de la nature appartient à un autre registre que l'économie. Derrière cette confusion ressurgissent donc 1) l'impossibilité de rendre commensurables l'utilité de la chauve-souris et la valeur marchande des insecticides évités, 2) la vacuité de la notion de valeur économique intrinsèque de la nature, et 3) au contraire la nécessité de maintenir la distinction irréductible entre la valeur d'usage des choses et leur valeur d'échange. *A fortiori*, la « valeur » des êtres vivants ne peut être réduite à un quantum de monnaie.

Des études abondent²⁹ pour dire que les abeilles contribuent pour 153 milliards de dollars à la production agricole mondiale annuelle (190 milliards pour tous les insectes pollinisateurs), non pas par la valeur de leur miel mais par leur action pollinisatrice. Et il existe même une Banque du capital naturel (Bank of Natural Capital³⁰) qui se propose d'« évaluer le non évaluable », au motif qu'« on ne peut pas gérer ce qu'on ne mesure pas », et qu'il faut donc « mettre la nature dans l'équation ».

Nous en concluons que, à l'opposé des affirmations d'un certain courant de l'écologie politique à consonance néophysiocrate, la nature a une valeur d'usage qui est

²⁸ Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus et Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, deux volumes, Paris, O. Jacob, 2009. Voir Harribey J.-M., « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1er semestre 2010, p. 63-82, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf> ; « La croissance élitiste », *Le Sarkophage*, n° 9, novembre 2008, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-croissance-elististe.pdf> ; « Je puise, donc j'épuise », *Le Sarkophage*, n° 14, septembre 2009, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/puise-epuise.pdf> ; « Les indicateurs de richesse ou la fascination du capital », 2009, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2009/06/07/les-indicateurs-de-richesse-ou-la-fascination-du-capital/#more-24> ; « Pour éviter que la social-écologie se noie dans le calcul ou Les valeurs commandent nos choix, mais on ne mesure pas ces valeurs », 2011, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/05/31/pour-eviter-que-la-social-ecologie-se-noie-dans-le-calcul-ou-les-valeurs-commandent-nos-choix-mais-on-ne-mesure-pas-ces-valeurs>.

²⁹ Notamment le rapport du TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) présenté à la Convention sur la biodiversité de l'ONU à Nagoya en octobre 2010, <http://www.teebweb.org/Portals/25/Documents/TEEB%20for%20Business/TEEB%20for%20Bus%20Exec%20French.pdf>.

³⁰ <http://bankofnaturalcapital.com>.

incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse mais n'ont pas de valeur monétaire*.

L'incapacité de l'idéologie dominante à penser la nature, qui n'appartient pas *a priori* à la sphère monétaire, est du même ordre que son incapacité à penser l'existence d'un secteur productif non marchand. En effet, tous lesdits prélèvements obligatoires, qui constituent le paiement socialisé d'une production non marchande telle que l'éducation ou la santé, sont interprétés comme parasitaires, pénalisants, pour l'activité privée capitaliste. Dans la novlangue libérale, les impôts sont prélevés sur le fruit de cette dernière, et, malheureusement, dans non moins novlangue héritée du manuel d'économie de l'Union soviétique des années 1950, ils sont prélevés sur la plus-value produite par les ouvriers de l'industrie capitaliste. Or, ces interprétations sont absurdes. Les impôts, cotisations et autres contributions collectives sont prélevés sur un produit global augmenté du fruit du travail de ceux qui sont employés dans le secteur non marchand. En d'autres termes, les travailleurs du secteur non marchand créent le revenu par lequel ils sont rémunérés. On comprend alors pourquoi les forces du capital veulent réduire l'étendue de la sphère non marchande : des ressources humaines et matérielles sont utilisées à autre chose que la valorisation du capital. Le travail effectué dans les services non marchands est improductif de valeur pour le capital mais est productif de valeur pour la société³¹.

On peut alors relier les causes profondes de la crise du capitalisme de ce début de XXI^e siècle. D'un côté, le capital se heurte à une limite pour exploiter la force de travail qu'il ne peut repousser indéfiniment, parce que des résistances des travailleurs s'expriment pour s'opposer à l'augmentation du taux de plus-value et aussi pour préserver tous les pans d'activité qui échappent à son emprise. De l'autre côté, et pour la première fois de son histoire, il se heurte à la barrière des ressources naturelles exploitables.

La crise que traverse le capitalisme mondialisé est donc à la fois classique et inédite. Classique parce qu'elle est une crise de suraccumulation du capital, avec ce que cela signifie en termes de surproduction, de baisse du taux de profit qui revient régulièrement et qui n'est contrecarrée temporairement que par un renforcement du taux de plus-value ou par une extension du champ du capital, d'instabilité financière, d'incapacité du système à satisfaire les besoins humains et d'aggravation des inégalités. Inédite parce que cette crise de suraccumulation se déroule sur fond d'incapacité de plus en plus grande à faire reculer les limites physiques de la planète. La crise actuelle porte à un point encore plus élevé les contradictions qui avaient déjà surgi lors de la crise précédente des années 1960-1970.

Il s'agit donc d'une crise de la production et de la réalisation de *valeur pour le capital* (la plus-value), dont les conséquences dramatiques vont au-delà de ce à quoi le capitalisme nous avait habitués puisque les conditions de survie de l'humanité sont aujourd'hui en cause. On comprend alors aisément que, pour sortir de cette impasse, le capitalisme tente d'élargir la sphère de la marchandise jusqu'au domaine des connaissances, du vivant et de la nature. Et pour cela, il lui faut « valoriser » les connaissances, le vivant et la nature, entendons « valoriser le capital utilisant les connaissances, le vivant et la nature ». Cette tentative bouleverse les conceptions dominantes de l'économie et oblige à revenir aux sources mêmes

³¹ Nous disons bien *productif de valeur et pas seulement de valeur d'usage*. Ici nous nous écartons de ceux qui, même dans cet ouvrage, continuent de théoriser l'idée que la sphère non marchande existe par prélèvement de la richesse qui est créée par l'industrie capitaliste. Nous avons montré ailleurs que cette idée est illogique : Harribey J.-M., « Le travail productif dans les services non marchands, un enjeu théorique et politique », *Économie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf> ; « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre 2008, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/non-marchand-diplo.pdf> ; « Expectation, Financing and Payment of Nonmarket Production : Towards a New Political Economy », *International Journal of Political Economy*, Vol. 38, n° 1, Spring 2009, p. 58-80, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/ijpe-nonmarket.pdf>.

de l'économie politique et de sa critique car, si la crise est à la fois classique et inédite, ce qui relie ces deux aspects, c'est qu'il s'agit d'une crise de la marchandisation du monde.